

# LA CFTC AFFIRME SES POSITIONS

	EMPLOI / CHÔMAGE	SALAIRES ET PARTICIPATIONS	ÉCONOMIE
<b>PROPOSITIONS DE LA CFTC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une politique industrielle volontariste demeure le meilleur moyen de créer de l'emploi et de lutter contre le chômage</li> <li>• Aide à la formation préalable au recrutement (contrat entre 6 mois et 1 an)</li> <li>• Préparation opérationnelle à l'emploi (contrat d'au moins 1 an)</li> <li>• Augmentation de l'aide individuelle à la formation</li> <li>• Développer un super-comité d'entreprise régional, départemental ou local par branche</li> <li>• Création d'un passeport garantissant la reconnaissance des compétences, maintien des droits, possibilité de tester une entreprise sans rompre le précédent contrat</li> <li>• Obligation dans l'entreprise de provisionner le risque social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'un revenu de dignité qui permette au travail et à sa famille de vivre décemment</li> <li>• Mieux sanctionner le non-respect de l'obligation annuelle de négocier les salaires</li> <li>• Promotion de la participation financière et de l'intéressement non substituable à une politique salariale</li> <li>• Participation des salariés aux orientations stratégiques des entreprises</li> <li>• Possibilité de condamner le délit de tromperie des chefs d'entreprises</li> <li>• Sécurisation des parcours de vie (statut du travailleur)</li> <li>• Possibilité de retrait pour les cadres dirigeants en cas de licenciement économique excessif</li> <li>• Établissement d'un comité permanent du dialogue social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taxer plus les comportements spéculatifs sans plus-value sociale et économique</li> <li>• Direction des entreprises indépendante des actionnaires</li> <li>• Revenir sur les mesures d'austérité et mettre en place en période de récession, une politique budgétaire qui favorise l'investissement, la consommation, la croissance et l'emploi</li> <li>• Pousser à la création d'un nouvel ordre monétaire international</li> <li>• Favoriser l'épargne des ménages sur des produits labélisés par le comité intersyndical de l'épargne salariale</li> <li>• Favoriser la recherche et développement et des TPE-PME, notamment à l'exportation</li> <li>• Explorer l'ajout d'un point de la CSG à la place de la TVA sociale</li> </ul>
<b>François BAYROU</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation des cotisations chômage pour les groupes qui licencient trop ou abusent des CDD</li> <li>• Plan de maintien dans l'emploi des plus de 50 ans</li> <li>• Exonération des charges sociales pour les deux premiers emplois créés</li> <li>• Extension du RSA à tous les jeunes adultes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cogestion à l'allemande des entreprises</li> <li>• Limiter les écarts de salaires au sein de l'entreprise</li> <li>• Simplification des formalités administratives pour les TPE-PME</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Incitation à l'investissement productif éco-responsable</li> <li>• Taxation supérieure des dividendes versés aux actionnaires</li> <li>• Création d'un établissement financier dédié au soutien aux secteurs d'avenir</li> <li>• Relocalisation de certaines fabrications en France et en Europe</li> <li>• Accès aux marchés publics conditionné à des critères sociaux et environnementaux</li> </ul>
<b>François HOLLANDE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pénalités financières pour les entreprises qui licencient alors qu'elles versent des dividendes aux actionnaires</li> <li>• Création de 300 000 emplois d'avenir pour les jeunes</li> <li>• Mise en place concrète du CV anonyme</li> <li>• Contrat de génération et contrat jeunes (150 000 personnes)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revalorisation du Smic</li> <li>• Présence des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorité à la réduction de la dette</li> <li>• Taxer les profits des groupes pétroliers</li> <li>• Exonérations de charges patronales supprimées pour les entreprises ne respectant pas l'égalité salariale homme-femme</li> <li>• Plafonnement des salaires des patrons d'entreprises publiques</li> </ul>
<b>Eva JOLY</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un Crédit temps formation (CTF)</li> <li>• Favoriser la baisse du chômage par la réduction générale du temps de travail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication accrue des salariés au sein des entreprises sur les questions d'organisation du travail comme sur la stratégie</li> <li>• Revalorisation des revenus sociaux (RSA...) et des plus bas salaires</li> <li>• Reprise du mouvement de réduction du temps de travail jusqu'à 32 heures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre l'économie au service de l'écologie</li> <li>• Taxe des profits bancaires et sur des transactions financières</li> <li>• Mise en place d'une réelle fiscalité écologique</li> <li>• Suppression des avantages fiscaux aux plus hauts revenus</li> <li>• Suppression progressive des dépenses de l'État qui vont à l'encontre de la protection de l'environnement</li> </ul>
<b>Marine LE PEN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre de la préférence nationale à l'embauche via diverses mesures de taxation du travail des étrangers</li> <li>• Remboursement par les entreprises qui délocalisent des aides ou subventions qu'elles ont reçues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réforme de la représentativité syndicale (suppression critères fixés à la libération), maintien des 35 h, mais négociation possible moyennant augmentation proportionnelle du salaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sortie de l'euro et retour au franc</li> <li>• Dévaluation du franc pour améliorer la compétitivité des entreprises</li> <li>• Majoration des cotisations salariales et patronales pour les étrangers</li> <li>• Favoriser les investissements directs étrangers en France</li> <li>• Favoriser la production nationale</li> </ul>
<b>Jean-Luc MÉLENCHON</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Droit de veto suspensif pour les RS lors de licenciements ou délocalisation</li> <li>• Rembourser les aides perçues par les entreprises en cas de délocalisation ou de licenciements boursiers</li> <li>• Revalorisation immédiate de 300 € des allocations de chômage</li> <li>• L'indemnité chômage sera portée à 90 % du dernier salaire avec comme minimum le Smic</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revalorisation du Smic à 1 500 € nets avant fin 2014</li> <li>• Mise en place progressive de la semaine de 4 jours et des 32 heures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constitution d'un secteur public bancaire et contrôle plus strict dans le privé</li> <li>• Meilleure réglementation de l'accès au crédit</li> <li>• Droit de veto des salariés sur les décisions stratégiques de l'entreprise</li> <li>• Mise en place d'un niveau de rentabilité actionnariale maximale</li> <li>• Augmentation de la part patronale des cotisations sociale</li> </ul>
<b>Nicolas SARKOZY</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de l'apprentissage</li> <li>• Renforcement des contrôles des chômeurs</li> <li>• Développement de la formation professionnelle qualifiante</li> <li>• Développement de contrats d'insertion et baisse du RSA pour qui refuserait ces contrats</li> <li>• Créer une différence plus importante entre les revenus de travail et d'assistance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suppression du régime des 35 heures</li> <li>• Fusionner les différentes instances de représentation du personnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'une TVA anti-délocalisation</li> <li>• Renforcement de la politique de soutien aux PME</li> <li>• Accélérer la mise en place du guichet unique pour les démarches des PME</li> </ul>